

Relations industrielles Industrial Relations



Le syndicalisme au Québec : structure et mouvement, par MM. J. Dofny et P. Bernard, Étude no 9, Équipe spécialisée en relations du travail, Ottawa, Bureau du Conseil privé, 1968, 117 pp.

Jacques Lafrenière

Volume 26, numéro 1, 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/028199ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/028199ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lafrenière, J. (1971). Compte rendu de [*Le syndicalisme au Québec : structure et mouvement*, par MM. J. Dofny et P. Bernard, Étude no 9, Équipe spécialisée en relations du travail, Ottawa, Bureau du Conseil privé, 1968, 117 pp.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 26(1), 244-244.
<https://doi.org/10.7202/028199ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1971

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

worker alienation, income maldistribution, and inflation can be solved by expanding profit sharing schemes as a matter of government policy. No convincing argument is made for any of these propositions. In concluding the chapter Professor Chernick describes the failure of the French government in using a national policy of profit sharing promotion as part of a programme to reduce class antagonism and increase worker productivity.

ADAPTATION AND INNOVATION IN WAGE PAYMENT SYSTEMS IN CANADA can be recommended as a study which brings together descriptions of existing wage payment systems and describes the few publicized cases where Canadian firms and unions have introduced innovations in order to cope with new circumstances and technology. Its weakness lies in the fact that in trying to be all inclusive it fails to provide insights into the relation between the nature of the evolution of key industries and sectors of the economy and the particular kinds of pressures that have been created for wage payment adaptation. If this had been done it might have been possible to examine the ways in which institutional structures dealt with these pressures in the past and what can be expected of them in the future. Such an approach might also have provided more methodological guidance for researchers who will follow Professor Chernick's pathbreaking effort.

Sidney H. INGERMAN

Le syndicalisme au Québec: structure et mouvement, par MM. J. Dofny et P. Bernard, Etude no 9, Equipe spécialisée en relations du travail, Ottawa, Bureau du Conseil privé, 1968, 117 pp.

L'Equipe spécialisée en relations du travail se devait d'étudier d'une façon plus particulière le « syndicalisme au Québec », au même titre qu'elle l'a fait pour connaître mieux le genre de syndicalisme qui se pratique dans certains pays. Le Québec se singularise... aussi par son syndicalisme!

Les têtes de chapitres nous laissent déjà entrevoir combien cette étude sera intéressante : groupe de pression et mou-

vement social; les modalités d'action du mouvement social et du groupe de pression; l'exemple du syndicalisme américain; l'évolution historique du syndicalisme au Québec; ancien syndicalisme, syndicalisme moderne et nouveau syndicalisme; les causes des principaux changements structurels des appareils syndicaux; modèles de relations industrielles et tendances du syndicalisme québécois.

Les auteurs insistent d'abord pour faire la distinction entre un certain nombre de concepts employés « quelque peu en vrac » dans les ouvrages sur les mouvements syndicaux : organisations ou associations volontaires, institutions sociales ou économiques, groupes d'intérêts ou de pression.

Selon eux, le syndicalisme au Québec agit principalement au plan économique. Mais lorsqu'il pose des problèmes économiques de plus en plus généraux, il se situe à l'endroit où il y a recouvrement des secteurs économiques et politiques.

Même si le syndicalisme est surtout de type contestant au Québec, les auteurs ne manquent pas de souligner les liens qu'il entretient avec le mouvement coopératif et même avec un parti politique (le NPD appuyé surtout par la Fédération des travailleurs du Québec).

MM. Dofny et Bernard dégagent trois tendances du syndicalisme au Québec : un syndicalisme traditionnel, centré sur l'artisanat industriel et de métier; un syndicalisme moderne centré sur la grande industrie et un nouveau syndicalisme recrutant surtout ses adhérents dans les services publics et les emplois de type tertiaire dans l'industrie. Ils étudient ensuite les causes des principaux changements structurels des appareils syndicaux de chacune des centrales (Confédération des syndicats nationaux et FTQ) à la lumière des trois grandes catégories des différents syndicats.

On peut se demander, comme dans cette étude, ce qu'il adviendra des deux organisations syndicales : « hésitantes face aux choix d'un modèle économique pour le Québec, sièges de conflits entre gompériens, anarcho-syndicalistes, trade-unionistes et marxistes, peut-on concevoir qu'elles aboutissent un jour à une unité d'action ? »

Jacques LAFRENIERE